

## GRONDEMENTS OUVRIERS EN CHINE

### RÉVOLTE CONTRE DES LICENCIEMENTS

Fin février, Yangjiazhanzi, une petite ville minière du Nord-Est, à 350 kilomètres de Pékin est tombée pendant plusieurs jours aux mains de plus de 20 000 manifestants. Cette ville est le siège de la plus grande mine de non ferreux en Chine. Cette vieille mine qui produisait plus de 35 % du molybdène chinois a été mise en faillite et fermée en novembre 1999 dans le cadre des fermetures des entreprises d'Etat non rentables. La colère des mineurs s'est transformée en furie lorsqu'ils ont appris que les indemnités de licenciement se soldaient par une somme unique calculée sur la base de 560 yuans (68 dollars) par année de présence et dont les cotisations sociales seraient soustraites. La somme de 560 yuans représente un petit salaire mensuel en Chine et donc un mineur ayant vingt années d'ancienneté partira avec juste de quoi nourrir sa famille pendant deux ans. De plus, dans une région montagneuse de mono-industrie, la fermeture du site signifie la mort économique de la ville. Selon les habitants, plusieurs milliers de manifestants se sont joints aux 20 000 mineurs pour paralyser la ville. L'émeute qui a duré trois jours a commencé le 27 février par une manifestation à la mine pour obtenir une négociation avec les directeurs. Aucun de ceux-ci ne s'est montré, mais le maire est venu tenir un discours dont le principal résultat fut de déchaîner la colère des manifestants qui bloquèrent le siège de la mine et commencèrent à retourner des voitures de l'entreprise et à y mettre le feu. Les sièges de la direction de la mine et de l'administration locale ont été attaqués, les vitres brisées, les rues ont été bloquées par des barricades. Les affrontements avec les flics retournés chercher de l'équipement lourd ont tourné à leur désavantage et l'armée a été appelée en renfort de quatre villes proches. Les autorités locales craignaient notamment que les émeutiers s'emparent des stocks de dynamite. Le 29 février les soldats ont rétabli l'ordre en tirant en l'air puis ont occupé la ville pendant plusieurs semaines. Entre 20 et 30 mineurs, considérés comme meneurs ont été arrêtés, la ville a été mise sous couvre-feu pendant un mois. Dans le Nord-Est, l'ancienne Mandchourie, siège d'une vieille

industrie lourde (à composition technique du capital élevée), grèves, pétitions, manifestations et occupations d'usines se sont multipliées en réponse aux fermetures de sites de production et aux retards de paiement des salaires. Une étude, publiée dans *China Perspective*, estimait qu'en 1995, dans le Liaoning (province où se situe cette mine) sur 12 millions de travailleurs urbains, environ 329 000 seraient considérés comme chômeurs dans l'Occident capitaliste. En 1996, ce chiffre était monté à 800 000, à 1,8 millions en 1997 et à 2,2 millions en 1998, soit 18 % de la force de travail totale. Cette progression n'en est sûrement pas restée là puisque 400 000 nouveaux licenciements étaient programmés dans le cadre du nettoyage des entreprises d'Etat.

### LA MENACE SOCIALE

D'après le ministre du Travail, sur un total de trente millions de retraités, 600 000 n'ont pas été payés ou ont subi des retards en 1999. Toujours selon la même source, 600 000 autres n'ont pas été payés soit parce qu'ils ne se sont pas inscrits soit parce que leurs anciens employeurs sont à sec. En 2000, il devrait y avoir cinq millions de nouveaux licenciements dans le secteur étatique, soit dix-sept millions depuis 1997. Les indemnités de chômage varient de 200 à 300 yuans (24 à 26 dollars). Selon les sources officielles, 120 millions de ruraux, chassés des campagnes suite à la privatisation de fait de l'agriculture <sup>1</sup>, vivent illégalement dans les villes de l'Est et du Sud à la recherche d'emplois nécessairement précaires et au noir (en Chine, on ne peut pas quitter sa province sans l'autorisation préalable des autorités locales). Nouvelles « classes dangereuses », immigrés clandestins de l'intérieur, ils vivent sous la coupe de la

<sup>1</sup> La privatisation de fait de l'agriculture (seules les terres restent propriété de l'Etat mais la durée des baux de location tend à s'allonger provoquant la formation d'une vaste classe de métayers) a permis un développement sans précédent de la production agricole et a fait quitter le travail de la terre aux millions de travailleurs qui vont être à l'origine du développement de la petite industrie privée. Ce développement accéléré de l'agriculture, soutenu par la limitation autoritaire des naissances, permet depuis vingt ans à la Chine d'échapper aux risques de famine généralisée, sa plaie traditionnelle.

bureaucratie, rackettés par la police et les différentes administrations, l'absence de permis de résidence les laissant aussi à la merci des expulsions de la région. Pour donner une idée de l'ampleur de l'agitation, citons un membre du Bureau Politique après une tournée en province : « De nombreuses fois je n'ai pas pu utiliser l'entrée principale des bâtiments publics dans les régions. » La raison ? Les manifestations pratiquement quotidiennes de chômeurs et de retraités devant les sièges des administrations municipales ou régionales. Actuellement, 40 000 mineurs du Sud-Ouest bloquent régulièrement des trains pour protester contre des indemnités de licenciement insuffisantes. A Liaoyang, toujours dans le Liaoning, 5000 manifestants qui barraient une route ont affronté 700 policiers et 200 gendarmes le 15 mai. Plus de 2000 ouvriers d'une usine métallurgique qui n'avaient pas été payés depuis 16 mois ont été rejoints par 3000 ex-salariés retraités ou licenciés qui n'avaient pas touché leurs allocations depuis 3 à 6 mois. Le lendemain, ils ont assiégé la mairie pour demander leurs arriérés et la libération des travailleurs emprisonnés la veille. Le jour suivant, suite à une réunion entre direction de l'usine et responsables municipaux, les 3 emprisonnés étaient libérés, le dernier mois de salaire devait être versé rapidement et les retards régularisés d'ici octobre. En 1998, de source officielle, il y a eu 98 000 conflits du travail. D'après des activistes de Hongkong il y a actuellement 300 manifestations de toute nature chaque jour en Chine.

### **LA FIN DU BOL DE RIZ EN FER**

Les luttes sont destinées à se multiplier, du fait de la fin du modèle chinois des assurances et des services sociaux. L'Etat « social » local s'appuie depuis cinquante ans sur trois piliers :

- la protection sociale, qui comprend les retraites, les soins médicaux, le chômage, la maternité, les accidents et les maladies du travail.
- les services sociaux, qui incluent les services spécialisés aux personnes âgées, aux handicapés, aux abandonnés ainsi que des services tels que l'éducation, la santé et l'habitation.
- l'aide sociale, qui s'occupe de l'aide en nature et en liquide aux vieux et aux handicapés sans revenu et sans soutien familial.

Pour les travailleurs des villes, la protection sociale était traditionnellement dispensée par l'entreprise. Celle-ci assurait retraite, santé, maternité, arrêts maladie, crèches, écoles, hôpitaux et logements. La protection sociale ne représentait qu'une partie infime des dépenses de l'Etat. L'ouverture du marché chinois à la concurrence a fait voler en éclats la base matérielle de la paix sociale entre les classes. Le développement des entreprises privées, la fermeture des entreprises d'Etat non rentables et la recherche d'économies de coûts de production par les sociétés restantes ont jeté des dizaines de millions de travailleurs hors du welfare à la chinoise. Dès lors, c'était au tour des pouvoirs publics d'endosser directement ces dépenses improductives. Mais la multiplication des retraités et des chômeurs a mis en cause l'équilibre fiscal de l'Etat, dont les recettes sont faibles et irrégulières : elles ne représentent que 13 % du PIB (31 % pour les USA). Le système de retraite croule sous une dette d'au moins 217 milliards de dollars. Douze milliards de dollars de contributions pour les retraites provenant de fonds de cotisation des salariés ont été utilisés par des employeurs pour faire face à leurs obligations de paiement. Dans l'avenir, la responsabilité du paiement des retraites sera transférée des entreprises publiques vers l'Etat : le montant global qu'il devra déboursier pour les retraites équivaut à environ 50 % du PIB. Les arriérés des retraites ne sont pas le seul souci auquel doivent faire face les administrateurs des caisses publiques. A celles-ci, s'ajoutent les arriérés des salaires des entreprises d'Etat et le paiement des indemnités de licenciement. Coincé entre ses impératifs fiscaux et la nécessité de se payer une certaine paix sociale, l'Etat a encouragé l'implantation en Chine Populaire d'organisations caritatives, souvent originaires de Hongkong ou de Taïwan. Le recours aux aides, assurées par les liens traditionnels de la famille élargie, devient désormais un palliatif nécessaire - quoique forcément insuffisant - à la dépréciation de la marchandise force de travail. Dernier avatar du libéralisme local, les Chinois pourront désormais choisir leur hôpital. Le coût de la santé, multiplié par 30 en 20 ans a amené l'Etat à diviser le régime de soins en deux secteurs, l'un non lucratif pour les pauvres, l'autre considéré comme un secteur rentable normal pour ceux qui peuvent payer.

## **PUISSANTE ACTION CONTRA-CYCLIQUE DE L'ETAT SUR FOND DE DANGER DE CRISE**

L'Etat chinois est très mobilisé pour contrer le ralentissement du rythme d'accumulation de capital. Il est engagé dans une lourde et complexe manœuvre de soutien à l'économie nationale. Directement, via les dépenses publiques destinées au soutien de l'accumulation de capital (en 1999, les investissements en capital fixe de l'Etat ont cru de 14 % sur base annuelle) et indirectement, via les instituts de crédit à grande majorité étatique (en 1998 et en 1999, les fonds levés par les entreprises chinoises auprès du secteur financier national pour financer leurs investissements productifs ont progressé de plus de 10 % par an). L'Etat se doit aussi de compenser la baisse des investissements étrangers <sup>2</sup> (-2,7 % sur le premier trimestre et entre 8 % et 11 %, selon les sources, en 1999). Alors que le volume global des échanges décroît, les aides publiques aux entreprises industrielles ont poussé vers le haut la production. Au premier trimestre 2000, après deux années de hausse à un chiffre, son taux de progression s'est rapproché de celui de 1997, à 11 % par rapport au premier trimestre 1999. Des marchés solvables qui rétrécissent, la production de marchandises qui s'accroît, voilà le cocktail bien connu des marxistes qui est à la base d'un grand nombre de crises cycliques de la valorisation du capital... En raison de l'action contra-cyclique de l'Etat, en 2000, le déficit budgétaire va se dégrader (2,6 % du PIB, contre 1,5 % en 1997). Les dépenses totales progresseront de 12,3 % (111 milliards de dollars) contre des rentrées prévues en hausse de 7,9 % (83,3 milliards de dollars). Cependant, pour l'heure, il n'y a pas matière à redouter une crise fiscale des caisses de l'Etat. Le niveau du déficit public demeure faible. La monnaie reste stable : elle a traversé la crise de 1997 sans céder du terrain vis-à-vis du dollar et n'a pas été attaquée sur les marchés internationaux des changes. Les réserves en devises de la Banque centrale – du fait notamment de la stabilité du cours du yuan – n'ont

<sup>2</sup> Il ne faut pourtant pas exagérer le rôle du flux des investissements directs étrangers, car, en 1999, ils ne correspondent qu'à environ 4 % du PIB et n'assurent que 5 % des investissements productifs. En revanche, les entreprises à capitaux étrangers fournissent le cinquième de la valeur totale de la production industrielle du pays et 44 % de la valeur totale des exportations.

pas cessé de s'accroître jusqu'en 1999 (155 milliards de dollars à ce jour, à la deuxième place mondiale après la Banque centrale du Japon). A moins que les caisses publiques ne soient appelées à financer directement le système de protection sociale (voir plus haut), ou encore à garantir la solvabilité des établissements de crédit (voir plus loin). Malgré l'effort consenti, la réussite de la manœuvre contra-cyclique n'est pas garantie. Le rythme d'accumulation de capital – quoique encore soutenu – continue sa décélération entamée - à l'exception de l'année 1998<sup>3</sup> - en 1992. En termes de PIB, sur les quatre premiers mois de l'année, le pourcentage de croissance est descendu à 8 %, taux inférieur à celui de l'ensemble de l'année 1997, année de la dernière crise monétaire mondiale, dite asiatique. Les statisticiens officiels prévoient une hausse du PIB en 2000 de seulement 7 %, le taux de croissance le plus bas depuis 1991. Malgré les incessantes incitations des autorités à acheter davantage de marchandises, la population compresse ses dépenses. L'inquiétude des travailleurs chinois, qui savent qu'ils ne pourront plus compter sur l'entreprise providence pour assurer protection sociale et services publics divers, y est pour quelque chose .... Les prix à la consommation ont baissé en 1999 pour la deuxième année consécutive. En avril, l'indice des prix à la consommation a reculé de 0,3 % sur un an et de 0,9 % par rapport à mars 2000. L'indice des prix de détail (hors prix des services), pour sa part, a chuté de 2,4 % sur un an (-1,9 % en moyenne au premier trimestre). Seules les exportations (environ 20 % du PIB) sont en forte hausse : près de 40 % de progression sur les quatre premiers mois de l'année. Les 'problèmes' intérieurs de l'accumulation de capital en Chine se résument, d'une part, aux aléas de la restructuration du secteur étatique et para-étatique (60 % du PIB) et, d'autre part, à l'extrême fragilité des actifs des établissements financiers nationaux.

## **LE GRAND CHANTIER DES RESTRUCTURATIONS MINÉ PAR UN SYSTÈME FINANCIER AU BORD DE L'IMPLOSION.**

<sup>3</sup> La hausse du PIB en 1998 a été déterminée surtout par la reprise des échanges en Extrême-Orient, à l'issue – peut-être provisoire - de la crise monétaire de l'année précédente.

Les grandes entreprises d'Etat, avec leur productivité stagnante du fait surtout du non-renouvellement des équipements et des infrastructures de production, sont incapables de lutter sur le marché mondial avec des produits obsolètes et pourraient transformer la croissance modérée en crise majeure. En 1999, elles ont accumulé 10 milliards de dollars de pertes sur l'exercice. Elles devront se restructurer, c'est-à-dire licencier massivement, ne plus compter sur l'aide 'politique' des banques et enfin dégager des profits moyens digne des standards internationaux. Ceci nécessite entre autres un transfert des charges de protection sociale qui étaient jusqu'à présent placées sous leur responsabilité exclusive. Les mille entreprises cotées en Bourse - la plupart dotées d'un actionnariat étatique majoritaire (lesdites 'red chips') - ont surinvesti et se retrouvent avec d'encombrants stocks de marchandises invendables sur les bras. Un dixième d'entre elles perd de l'argent et plus de la moitié ont vu leurs résultats stagner. Avec environ 60 milliards de dollars d'équipements de production inemployés (soit 6 % du PIB chinois), elles sont bien incapables de contribuer à la relance de la demande intérieure comme le voudraient les dirigeants de l'Etat. Les entreprises qui ont modernisé leur appareil de production, selon les impératifs dictés par la valorisation du capital, sont mises à contribution (fiscale) pour faire survivre leurs concurrentes à court d'argent. Mais le processus de restructuration ne peut pas se cantonner aux grands groupes. Conformément à la politique de développement décentralisé initiée sous Mao, la Chine n'a jamais connu l'énorme effort de concentration des sociétés mené dans l'ex-URSS. Ici, l'appareil productif y est très dispersé et compte d'innombrables PME<sup>4</sup>, souvent misérables. Les régions et même les municipalités

<sup>4</sup> Par exemple, dans le ciment, la firme leader ne détient que 0,6 % du marché alors que 80 % des entreprises mondiales du secteur sont chinoises. La plus grosse entreprise sidérurgique n'assure que le dixième de la production d'acier du numéro un mondial. Cette situation est identique partout, mais elle est particulièrement marquée dans le secteur de fabrication des moyens de production. A contrario, lorsque le marché mondial impose aux sociétés chinoises ses règles sans l'intermédiaire de l'Etat - comme dans le cas des biens de consommation -, il entraîne une concentration accélérée des entreprises. L'électroménager, l'électronique grand public et le textile sont déjà dans cette situation.

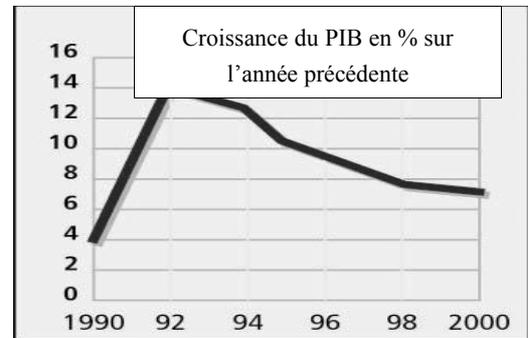
ont amplifié cette tendance à l'émiettement du tissu économique du pays en multipliant les interventions de soutien aux petites activités industrielles et commerciales locales. Résultat : une multiplication - injustifiée du point de vue de la valorisation - des investissements et des entreprises obsolètes ne devant leur survie qu'au soutien des différents organes territoriaux et nationaux de l'Etat. Pourtant confronté au risque de déflagration sociale que pourrait engendrer le développement rapide d'un chômage officiel massif, le 15<sup>ème</sup> congrès du Parti à l'automne 1997 a décidé de sérieusement repositionner le rôle de l'Etat. En plus d'un bon nombre de grandes privatisations, les dizaines de milliers de PME qui lui appartiennent, seront cédées aux investisseurs privés pour décharger les caisses publiques d'un fardeau financier toujours plus lourd. Le gouvernement chinois vient ainsi de décider la fermeture de 225 petites aciéries d'ici 2002, jetant au passage 130 000 ouvriers sur le pavé. Au printemps 1999, pour la première fois, des garanties concernant la propriété privée ont été inscrites dans la Constitution. Le secteur financier est l'autre grand malade de la formation économique et sociale chinoise. Le système bancaire est dominé par quatre banques commerciales qui emploient 1,5 millions de salariés. Avec 150 000 succursales, elles totalisent 62 % des actifs de l'ensemble des institutions financières du pays. Leur total de bilan (ensemble des actifs disponibles) - 1 140 milliards de dollars - est supérieur au PIB. Les banques commerciales s'appuient largement sur une forte épargne populaire<sup>5</sup>. La Chine, qui connaît traditionnellement l'un des taux d'épargne les plus élevés du monde, a vu celui-ci encore augmenter (42 % du revenu des ménages) à la suite de la montée du chômage et de la fin programmée du système actuel de protection sociale. Fin 1998, leurs fonds propres s'élevaient à 180 milliards de dollars pour un encours de prêts de 778 milliards de dollars. Leur montant officiel de prêts 'non performants' (c'est-à-dire menacés de non-remboursement partiel ou total) est évalué, par des sources officielles, à 25 %, soit près de 250 milliards de dollars, un quart du PIB national. Ces chiffres officiels seraient très en dessous de la

<sup>5</sup> Les dépôts d'épargne chinois s'élèvent à près de 670 milliards de dollars, soit près de 70 % du PIB. Entre 1995 et aujourd'hui, leur montant global a presque doublé.

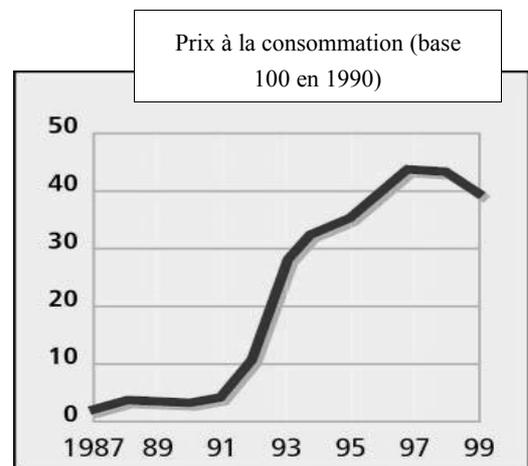
réalité : les experts occidentaux estiment le montant des ‘créances douteuses’ jusqu’à 481 milliards de dollars, près de la moitié du PIB chinois. Conclusion : les banques commerciales chinoises sont au bord de la faillite. Afin d’empêcher une longue série de faillites aux effets désastreux pour l’économie, l’Etat à mis en place - sur le modèle du plan de sauvetage des caisses d’épargne américaines et des grandes banques commerciales japonaises - des structures de ‘défaillance’, entités financées sur la dette publique<sup>6</sup>, chargées de garantir une certaine solvabilité du système bancaire et de gérer ses actifs. Leur première mission est de soulager les établissements de crédit de 42 milliards de dollars de créances douteuses (moins de 10 % de la totalité des prêts à risque). En échange, ces quatre nouveaux holdings ont reçu des parts dans le capital de soixante-six entreprises publiques. La plupart des analystes occidentaux et des agences de notation financière émettent de sérieux doutes sur les chances de réussite du plan dans sa configuration actuelle. Selon l’agence de notation financière américaine Moody’s, l’Etat chinois ne se sortira pas de la crise bancaire sans déboursier près de 121 milliards de dollars, soit environ le tiers de la valeur nominale des ‘créances douteuses’. A l’origine de la catastrophe annoncée, le vertueux Etat chinois. Très soucieux de son équilibre budgétaire, l’Etat central a systématiquement fait appel aux banques pour secourir les grandes entreprises d’Etat en mal de financements. Elles ont été incitées par les différents échelons de l’Etat à prêter aux sociétés publiques, incapables aujourd’hui de rembourser leurs emprunts. Les entreprises publiques assèchent ainsi plus de 70 % du crédit disponible sans offrir des garanties suffisantes de retour sur investissement financier. Paradoxalement, c’est l’épargne des Chinois qui a permis aux banques de se maintenir à flot. Jusqu’au jour où, la population de ce pays arrêtera de faire confiance à l’Etat et à ses institutions financières et se ruera sur les guichets pour réclamer ses économies. Un scénario

pas si irréaliste. L’exemple des ‘pyramides albanaises’ (cf. N°7 de *Mouvement Communiste*) est encore là pour le rappeler.

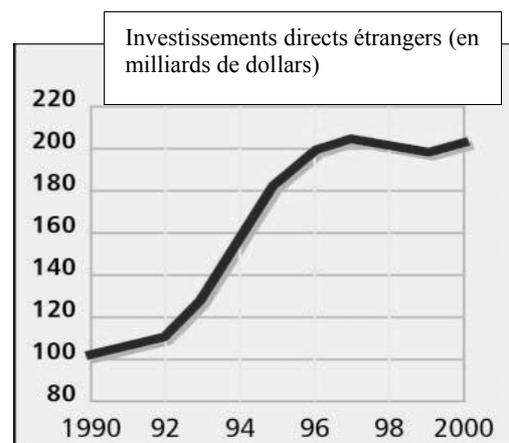
Bruxelles-Paris le 17 mai 2000



SOURCE : EIU



SOURCE : EIU



SOURCE : EIU

<sup>6</sup> China Construction Bank, Industrial & Commercial Bank of China, Bank of China et Agricultural Bank of China sont donc chapeautées par quatre structures dont le financement est assuré par l’émission d’obligations d’Etat. Le capital initial de dotation des quatre entités de défaillance ne devrait correspondre qu’à 1 % de la totalité des prêts accordés par les quatre grandes banques sous tutelle.

Années	1997	1998	1999
PIB millions de \$	898244	959030	964525
investissement brut intérieur en % du PIB	38,2	38,3	38,0
recettes du gouvernement central en % du PIB	5,8	6,3	7
Investissements directs étrangers en millions de \$	44236	43751	40400
taux de change yuan/dollar	8,2898	8,279	8,2783
prix à la consommation (variation en %)	2,8	-0,8	-1,4

